

Culture Patriarcale et les activités économiques des Femmes à Maroua- Cameroun

Nanche Billa Robert¹ *  Département de Sociologie, anthropologie et des Sciences Sociales pour le Développement, université de Maroua - Cameroun (Country) nanchebilla@yahoo.co.uk <https://orcid.org/0000-0001-6823-9649>
Mayo Mboyong Joseph Landry² Diplômé d'un Master Recherche en Sociologie, option Sociologie économique, Université de Maroua landryjosephmboyong@gmail.com

ARTICLE INFO

Received: [20/01/2026]
Accepted: [02/03/2026]
Published: [30/06/2026]

Keywords:

Culture patriarcale
Patriarcat Activités
économiques

Pages: [49-69]

Online access via QR code



ABSTRACT

L'objectif est de mettre en évidence les facteurs socio-démographiques, notamment l'appartenance ethnique, la religion, le statut matrimonial et le régime matrimonial qui influencent directement ou indirectement l'accès des femmes aux ressources et aux opportunités économiques. La recherche repose sur une approche quantitative, intégrée dans une démarche empirico-déductive. Un échantillon de 400 femmes a été constitué grâce à un procédé d'échantillonnage multi-étages (quota, grappe et systématique). Les résultats montrent que certaines catégories de femmes, notamment les Peulhs et les Massa, présentent des taux d'inactivité économique particulièrement élevés (respectivement 59,2 % et 48,8 %). La religion constitue un facteur déterminant : les femmes musulmanes sont majoritairement inactives, tandis que les catholiques et protestantes s'illustrent dans des activités variées, confirmant l'influence des normes religieuses sur l'économie locale. Enfin, le régime matrimonial joue un rôle structurant : les femmes polygames sont les plus inactives, alors que les monogames et célibataires participent davantage aux activités économiques.

1 Introduction

La ville de Maroua, située dans l'Extrême-Nord du Cameroun, illustre de manière frappante les tensions entre normes patriarcales et participation économique des femmes. Alors que ces dernières représentent une part essentielle de la main-d'œuvre dans les secteurs informels – notamment le commerce, l'agriculture et les services de proximité – elles demeurent confrontées à des obstacles structurels qui limitent leur autonomie économique. Ces obstacles sont liés à la persistance de la culture patriarcale, qui façonne les rapports sociaux de sexe et conditionne l'accès aux ressources, aux opportunités et à la reconnaissance sociale. Les données récentes confirment que près de 68 % des femmes au Cameroun exercent dans le secteur informel, souvent comme travailleuses indépendantes, ce qui traduit un esprit entrepreneurial marqué mais aussi une forte vulnérabilité économique (Investir au Cameroun, 2025). L'Institut National de la Statistique (2025) souligne que l'accès différencié aux opportunités d'emploi demeure marqué par des inégalités de genre persistantes, en particulier dans les régions septentrionales. De plus, les statistiques socio-économiques de la Banque africaine de développement montrent que les femmes sont surreprésentées dans l'emploi vulnérable et l'économie informelle, avec des taux supérieurs à ceux des hommes (African Development Bank Group, 2023).

Des recherches sur l'entrepreneuriat féminin révèlent que, malgré leur rôle central dans les filières agricoles et commerciales, les femmes restent confrontées à des barrières institutionnelles et culturelles qui limitent leur inclusion économique (Nsengue, Meh, & Kouam, 2023). Une étude conjointe de The

Okwelians et du Nkafu Policy Institute (2025) met en évidence que les femmes opérant dans les filières du manioc et de l'horticulture, notamment dans les régions septentrionales, font face à des défis liés à la gouvernance et à la reconnaissance de leurs droits dans l'informel. Par ailleurs, un rapport du projet Rasig souligne que l'autonomisation des femmes dans les filières porteuses du secteur informel reste entravée par des normes patriarcales et un accès limité aux ressources productives (Cameroon Tribune, 2024). De même, une étude de l'ONU Femmes (2022) montre que les femmes camerounaises sont particulièrement vulnérables dans l'économie informelle, où elles cumulent précarité et absence de protection sociale. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2021) insiste sur le fait que l'autonomisation économique des femmes est un levier central pour la réduction de la pauvreté dans les régions septentrionales.

Enfin, des travaux universitaires récents confirment que la participation des femmes à l'économie informelle dans le Nord-Cameroun est fortement conditionnée par les normes culturelles et religieuses locales (Tchouaket, 2020 ; Ngah, 2019). Ces études montrent que les femmes de Maroua, bien qu'actives dans le commerce et les services, restent limitées par des contraintes patriarcales qui réduisent leur marge de manœuvre économique. Dans ce contexte, la problématique de la participation des femmes aux activités économiques à Maroua prend une dimension particulière. Elle interroge les liens entre culture patriarcale, normes sociales et opportunités économiques, et met en lumière les mécanismes par lesquels les femmes sont maintenues dans une position de dépendance. L'enjeu est d'autant plus crucial que l'autonomisation économique des femmes est reconnue comme un levier central de développement durable et de réduction de la pauvreté.

2 REVUE DE LA LITTÉRATURE

Le patriarcat a confié aux hommes des fonctions et des tâches qui, pour la plupart sont physiquement difficiles car elles s'apparentent aux tâches militaires dures et fortes et surtout qu'elles ne limitent pas leur reproduction et surtout leur participation à la vie politique or les femmes quant à elles servent pour leur part à toutes les fonctions et tâches qui sont en lien direct avec la maternité : il parle alors ici de « *division sexuelle du travail* » (Spencer, 1963). Le patriarcat est un système oppresseur car il permet aux hommes de cumuler et d'exercer les trois formes de pouvoir qui existent à savoir : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Pour cela, même si certaines femmes occupent très souvent mais à bas nombre des positions stratégiques de par leur poste élevé, elles n'ont jamais eu la possibilité d'exercer les trois pouvoirs (Nicole, 1985). Les femmes sont historiquement et socialement inférieures aux hommes de par leur composition biologique. Pour l'auteur, la puissance des femmes de mettre au monde un nouveau-né pourrait constituer une manifestation de la puissance des femmes or, c'est le cas contraire qui s'est produit car tout est fait pour contrecarrer cette pseudo puissance féminine.

La question de la participation des femmes aux activités économiques dans les sociétés patriarcales a été largement étudiée, mais les approches varient selon les contextes et les périodes. Les travaux classiques (Bourdieu, 1990 ; Héritier, 1996 ; Laufer, 2004) ont montré que la domination masculine repose sur des schèmes de perception et des normes organisationnelles qui, sous couvert de neutralité, reproduisent des modèles masculins de performance et d'investissement. Ces analyses mettent en évidence la « violence symbolique » (Bourdieu, 1990) et la « division sexuelle du travail » (Spencer, 1963), qui assignent aux femmes des rôles subalternes et limitent leur accès aux ressources économiques et politiques.

Dans le contexte africain, plusieurs auteurs ont souligné que les femmes, bien que majoritaires dans le secteur agricole et informel, restent marginalisées dans la répartition des revenus et des opportunités (Basillia & Fieloux, 1983 ; Ordioni, 2005). Héritier (1996) rappelle que cette marginalisation est fondée sur une construction sociale de l'infériorité féminine, renforcée par des normes patriarcales qui

transforment les femmes en objets de contrôle.

Les recherches récentes confirment et actualisent ces constats. L'Institut National de la Statistique du Cameroun (2025) montre que les inégalités de genre persistent sur le marché du travail, en particulier dans les régions septentrionales. De même, Investir au Cameroun (2025) révèle que près de 68 % des femmes exercent dans l'informel, souvent sans protection sociale ni accès aux financements. L'African Development Bank Group (2023) souligne que les femmes sont surreprésentées dans l'emploi vulnérable, ce qui accentue leur précarité.

Les restrictions économiques entretenues par le patriarcat, peuvent limiter le niveau de revenu des femmes, leur consommation et les rendre incapable de satisfaire certains besoins essentiels c'est-à-dire l'alimentation, l'habillement et santé (Locoh& al, 2007) Les normes sociales et organisationnelles sont masculines : Dévoiler la neutralité des organisations, c'est aussi mettre en évidence comment de nombreuses normes et règles organisationnelles qui se donnent comme neutre sont en fait des normes et règles qui historiquement se sont calquées sur des modèles masculins : modèles masculins d'investissement professionnel, de performance, de disponibilité et de mobilité qui peuvent par conséquent jouer au détriment des femmes et contribuent ainsi à construire et à entretenir la rareté des femmes au sommet des organisations (Laufer, 2004).

Le patriarcat repose sur une conception de la femme comme étant un objet étant au service de l'homme en ce sens qu'elle est destinée à lui faire plaisir (par son vagin), lui fabriquer des enfants (dans son utérus) et à nourrir ces derniers dans un foyer (par ces seins) ; c'est ce qu'il appelle « *la fonction-femme* » dans une vision purement patriarcale (Jablonka, 2019). Le patriarcat repose sur l'incapacité de notre capacité à réinstaurer un véritable rapport entre les hommes et les femmes. Pour ces auteurs, les relations sociales entre les deux sexes sont hiérarchisées et cela garanti un masculin toujours plus fort tant dis que le sexe féminin se maintient dans son statut de « *sexe faible* » ; ceci pousse les femmes à demeurer dans une posture du *care* (*de prise en charge*) (Gilligan & Snider, 2019). Les femmes ont des rôles bien définis, elles sont enfermées dans leur statut d'assistante ou de main d'œuvre et que les mariages sont sources de propriété et de richesse pour les hommes, elles ont une valeur d'échange, une valeur marchande et surtout que le travail domestique qu'elles abattent en longueur des journées est totalement gratuit (Nicole, 2016).

Dans les travaux des auteurs ci-dessus cités, nous pouvons constater qu'ils ont ressortis les facteurs qui déterminent et expliquent la précarité dans laquelle vivent les femmes dans le monde ; même si certains de ces auteurs ont mis en avant quelques indicateurs qui reflètent le patriarcat dans l'explication des conditions de vie précaire des femmes, il faut noter qu'ils n'ont réellement pas mis en exergue le patriarcat comme principal déterminant de la précarité des femmes. De toutes ces lectures nous pouvons nous poser les interrogations suivantes : Quel est l'impact de la culture patriarcale sur les activités économiques des femmes à Maroua et comment cette culture patriarcale oriente le style de vie des femmes en les maintenant dans la précarité ? Le patriarcat est-il un frein ou un atout pour la bonne santé des activités économiques des femmes à Maroua ? L'originalité de notre de ce travail de recherche sera issue des réponses apportées à ces interrogations.

3 CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Cette recherche s'inscrit dans une démarche empirico-déductive visant à analyser l'impact de la culture patriarcale sur les activités économiques des femmes à Maroua. Elle repose sur une approche quantitative enrichie par quelques éléments qualitatifs permettant de contextualiser les résultats. La population étudiée est constituée de femmes résidant dans les trois arrondissements de la ville, avec une attention particulière portée aux espaces économiques stratégiques tels que les marchés, les ateliers de couture, les salons de coiffure et les zones agricoles périurbaines. Les variables mobilisées incluent d'une

part la culture patriarcale, mesurée à travers des indicateurs comme l'appartenance ethnique, la religion, le statut matrimonial et le régime matrimonial, et d'autre part la participation économique des femmes, opérationnalisée par le type d'activité exercée et le niveau d'inactivité. Des indicateurs complémentaires tels que l'accès aux ressources productives, l'autonomie décisionnelle et les revenus générés ont également été pris en compte.

L'échantillon est composé de 400 femmes sélectionnées grâce à un procédé d'échantillonnage multi-étapes. La méthode par quotas a permis de répartir les enquêtées selon les arrondissements, l'échantillonnage par grappes a ciblé les quartiers et espaces économiques, et l'échantillonnage systématique a servi à choisir les participantes en fonction des quotas établis. Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire structuré administré en face-à-face, comprenant des questions fermées sur les caractéristiques socio-démographiques et les activités économiques, ainsi que des questions ouvertes destinées à recueillir les perceptions des femmes sur les contraintes patriarcales.

Le traitement des données a été effectué avec le logiciel SPSS (version 26.0). Les analyses statistiques ont reposé sur des statistiques descriptives pour caractériser les activités économiques, des tests de corrélation de type χ^2 pour mesurer la relation entre les variables socio-démographiques et la participation économique, ainsi que des comparaisons entre groupes ethniques et religieux afin de mettre en évidence les disparités. Le choix de cette méthodologie se justifie par la volonté de dégager des tendances significatives et de vérifier empiriquement l'hypothèse selon laquelle la culture patriarcale constitue un frein majeur à l'autonomisation économique des femmes. L'intégration d'éléments qualitatifs, notamment les perceptions recueillies, enrichit l'interprétation et permet de relier les résultats statistiques aux réalités vécues par les femmes de Maroua.

4 CADRE THÉORIQUE

Le cadre théorique de cette recherche s'appuie sur la théorie du plafond de verre développée par Patricia Lorber. Cette approche met en évidence l'existence de barrières invisibles qui empêchent les femmes d'accéder aux mêmes opportunités économiques et sociales que les hommes, même lorsqu'elles disposent des compétences et des qualifications nécessaires. Le plafond de verre ne se manifeste pas par des interdictions explicites, mais par des normes sociales, culturelles et institutionnelles qui limitent la progression des femmes dans les sphères économiques et professionnelles.

Dans le contexte de Maroua, cette théorie permet de comprendre comment la culture patriarcale agit comme un système structurant qui conditionne la participation des femmes aux activités économiques. Les normes patriarcales, transmises par la socialisation et renforcées par les institutions religieuses et matrimoniales, créent des obstacles qui réduisent l'accès des femmes aux ressources productives, aux marchés et aux positions de pouvoir. Ces barrières se traduisent par une surreprésentation des femmes dans des activités informelles et faiblement rémunérées, ainsi que par une forte proportion de femmes inactives dans certains groupes ethniques et religieux.

L'application de la théorie du plafond de verre à ce contexte montre que les inégalités économiques ne sont pas seulement le résultat de choix individuels ou de contraintes matérielles, mais qu'elles sont profondément enracinées dans un système de domination masculine. Ce système produit des inégalités structurelles qui freinent l'autonomisation des femmes et limitent leur contribution au développement local. En mobilisant cette théorie, l'article met en lumière les mécanismes invisibles de la domination patriarcale et propose une lecture sociologique des dynamiques économiques féminines à Maroua, en montrant que l'émancipation des femmes passe nécessairement par la remise en cause de ces barrières culturelles et institutionnelles.

4 ANALYSES DES DONNEES

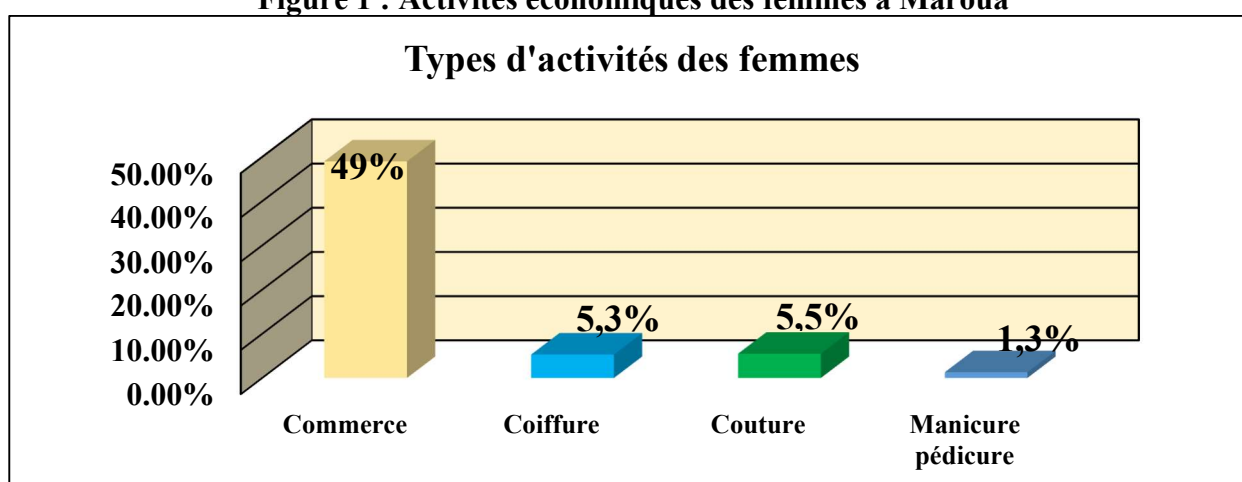
4.1 Femmes et activité économique à Maroua

Le but de cette partie est de démontrer que les activités économiques des femmes sont déterminées par certaines caractéristiques qui sont indépendantes de la volonté des femmes. Il s'agit entre autres du groupe ethnique, de la religion, régime matrimonial, du statut matrimonial.

4.1.2 Type d'activités économiques des femmes à Maroua

Les activités économiques des femmes à Maroua sont diverses et variées telles que le commerce, l'agriculture, la coiffure, la couture et la manucure pédicure qui sont des activités spécifiques parfois différentes de celles de leurs homologues hommes dans les sphères et les échelles différentes.

Figure 1 : Activités économiques des femmes à Maroua



Source : Données du terrain

A la lecture de ce graphique, il apparaît clairement que la majorité des femmes possédant une activité économique dans la ville de Maroua exerce dans le commerce soit 49% du nombre total des femmes ayant une activité économique. Cela signifie que le commerce dans la ville de Maroua est principalement l'activité économique la plus prisée par les femmes de la ville. De même, le tableau 1 nous montre qu'une petite proportion des femmes à Maroua ont pour activité économique la coiffure et la couture soit respectivement 5,3% et 5,5% des femmes et une plus petite proportion est réservée à celles qui font dans la manucure pédicure soit seulement 1,3% de la population active des féminine. Dans ce tableau, il ressort également qu'une grande partie des femmes à Maroua ne possèdent aucune activité économique soit 39 % des femmes de la ville sont significativement sans activités économiques. Donc, une grande partie de la proportion de ces femmes n'exercent aucune activité économique. Nous cherchons donc ici à vérifier si cela est dû à certains déterminants socio-démographiques telle que présente la suite du travail.

4.1.3 Groupe ethnique et activité économique

Le souci ici de voir si l'appartenance à un groupe ethnique particulier influence ou non l'exercice des activités économiques des femmes à Maroua. Cette relation entre groupe ethnique et le type d'activités économiques est résumée dans le tableau suivant:

Tableau 1 : Groupes ethniques et activités économiques des femmes

Groupe ethnique	Type d'activité économique					Total
	Commerce	Coiffure	Couture	Manicure pédicure	Pas d'activités économiques	
Peulhs	62	3	7	1	106	179
	31,6%	14,3%	31,8%	20,0%	67,9%	44,8%
Massa	14	1	6	0	20	41
	7,1%	4,8%	27,3%	0,0%	12,8%	10,3%
Guiziga	15	0	0	0	8	23
	7,7%	0,0%	0,0%	0,0%	5,1%	5,8%
Moufou	8	0	1	1	2	12
	4,1%	0,0%	4,5%	20,0%	1,3%	3,0%
Moundang	16	5	2	1	10	34
	8,2%	23,8%	9,1%	20,0%	6,4%	8,5%
Ewondo/Bulu/Eton	6	10	4	2	3	25
	3,1%	47,6%	18,2%	40,0%	1,9%	6,3%
	4,6%	0,0%	4,5%	0,0%	1,9%	3,3%
Bamiléké	61	0	0	0	2	63
	31,1%	0,0%	0,0%	0,0%	1,3%	15,8%
Toupourie	5	2	1	0	2	10

Source : Données du terrain

Ce tableau montre que les femmes Peulhs dans la ville de Maroua sont significativement sans activités économiques car elles occupent la plus grande proportion de la population féminine inactive soit englobant jusqu'à 67,9% de la population féminine inactive ; elles sont suivi de loin par les femmes Massa qui, malgré qu'elles soient significativement des couturières soit englobant 27,3% des couturières de la ville, il faut noter qu'une grande partie des femmes Massa sont sans activité économique car 12,8% de la population féminine Massa de la ville de Maroua est inactive.

Les femmes Guiziga bien que n'ayant pas les proportions très élevées dans la population féminine de Maroua sont significativement des commerçantes car elles occupent 7,7% de l'activité dans la ville. Les femmes Moufou pour leur part sont significativement actives dans le domaine de la beauté car elles occupent 20% de l'activité de beauté au non de manicure pédicure et occupent cette place avec les femmes Moundang qui constituent également l'activité à 20%. En ce qui concerne les femmes Ewondo/Bulu/Eton, elles occupent deux grandes places dans les activités économiques à Maroua mais elles sont significativement des coiffeuses soit refermant 47,6% de l'activité et sont les principales têtes d'affiches des activités de beauté car elles occupent 40% de l'activité principale des Moufou et Moundang pour ne pas dire manicure pédicure. Malgré la faible présence des femmes Haoussa dans les marchés, il faut noter qu'elles sont significativement des commerçantes soit englobant un taux de 4,6% des commerçantes de la ville. Pour finir, le commerce est significativement pratiqué à Maroua par les femmes Bamiléké qui en font leur activité favorite et occupent le marché à 31,1%. Ce tableau nous permet de comprendre que le plus les femmes sont Peulhs et Massa, le plus elles n'ont pas d'activités économiques et le plus les femmes sont Bamilékés et Ewondo/Bulu/Eton le plus elles sont actives dans la communauté.

Tableau 2 : Classement par taux d'inactivité des groupes ethniques

Position	Groupes ethniques	Taux d'inactivité
1	Peulhs	59,2%
2	Massa	48,8%
3	Guiziga	34,8%
4	Moundang	29,4%
5	Haoussa	23,1%
6	Toupourie	20%
7	Moufou	16,7%
8	Ewondo/Bulu/Eton	12%
9	Bamiléké	3,2%

Source : Données du terrain

Les femmes Peulhs et Massa sont significativement les groupes ethniques les moins actifs dans les activités économiques de la ville de Maroua par rapport aux femmes des autres groupes ethniques ; 59,2% des femmes peulhs et 48,8% des femmes Massa n'ont pas d'activités économiques ; toutefois, l'on constate que les femmes peulhs sont les moins actives de la ville de Maroua. De même, les plus actives dans la ville de Maroua sont les femmes Bamiléké soit un taux d'inactivité significativement bat soit un taux calculé à 3,2% d'entre elles qui ne pratiquent aucune activité économique. Cette interprétation montre clairement qu'il y a relation entre le groupe ethnique et le type d'activité économique des femmes à Maroua ; ceci est confirmé par la forte corrélation statistique (Valeur=207.429 ; Ddl=32 ; Valeur asymptotique=0,000).

4. 1.4 Religion et activité économique

Dans le souci de continuer à démontrer que les activités économiques des femmes sont déterminées par certains facteurs, nous présentons maintenant la pratique des activités économiques en fonction des obédiences religieuses pour ressortir les groupes religieux les plus actifs de la ville et ceux moins actifs pour montrer d'une certaine manière que la pratique des activités économiques des femmes à Maroua est conditionnée par un certain nombre de facteurs :

Tableau 3 : Religion et activités économiques des femmes

Religion	Type d'activité économique					Total
	Commerce	Coiffure	Couture	Manicure pédicure	Pas d'activité économique	
Musulman	79	3	7	1	111	201
	40,3%	14,3%	31,8%	20,0%	71,2%	50,2%
Catholique	76	7	5	3	30	121
	38,8%	33,3%	22,7%	60,0%	19,2%	30,3%
Animiste	0	0	0	0	2	2
	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,3%	0,5%
Protestant	24	9	10	1	10	54
	12,2%	42,9%	45,5%	20,0%	6,4%	13,5%
Pentecôtiste	17	2	0	0	3	22

Source Données du terrain

Ce tableau nous informe que la majorité des femmes inactives dans la ville de Maroua et n'ayant aucune activité économique sont significativement les femmes appartenant à la religion musulmane soit un taux englobant les 71,2% de la population totale féminine inactive de la ville. De plus, il faut également constater que celles qui font majoritairement le commerce et la manucure pédicure comme activité économique sont significativement des femmes catholiques soit des taux respectifs de 60,0% et de 38,8% pour les deux activités.

Ce tableau nous montre également que d'une manière significative, les couturières et les coiffeuses dans la ville de Maroua sont significativement des femmes protestantes soit 45,5% couvrant le marché de la couture et 42,9% couvrant celui de la coiffure même si elles sont talonnées de loin par les femmes pentecôtistes qui pratiquent majoritairement la coiffure à un taux calculé à 9,5%. On peut comprendre cette forte présence des femmes Musulmanes dans la population féminine la plus inactive de la ville de Maroua car les femmes musulmanes à Maroua sont significativement les femmes Peulhs car 84,6% des femmes Musulmanes sont du groupe ethniques Peulhs qui est pour sa part le groupe ethnique le plus inactif de la ville.

En regardant avec insistance ce tableau statistique, l'on fait une remarque que révèle ce que Weber (2004) appelle « *éthique protestante* » car en voyant le taux d'activité des protestants et des pentecôtistes qui est une partie de la religion protestante l'on constate que c'est la population féminine la plus active et cela permet de ressortir l'esprit du capitalisme à outrance que montrait Weber (2004) en ce sens que la réforme protestante qui se traduit par un ensemble de valeurs et normes est à l'origine de l'éthique du travail du capitalisme qui pour sa part est la recherche systématique d'un profit maximal, non pas par un placement de capital comme il est souvent compris de nos jours, mais par l'exercice d'une profession Weber (2004) ; cela nous permet donc de comprendre pourquoi les protestants sont plus actifs que les autres religions.

En guise de conclusion, plus les femmes appartiennent à la religion musulmane, plus elles ont de chances d'être sans activité économique. Néanmoins, plus les femmes sont catholiques ou protestantes, plus elles ont la possibilité d'avoir et d'exercer librement une activité économique. Cette interprétation montre clairement qu'il y a relation entre l'appartenance religieuse et l'exercice des activités économiques chez les femmes à Maroua ; ceci est confirmé du test Khi² qui présente la forte corrélation statistique (Valeur=86.827 ; Ddl=16 ; Valeur Asymptotique=0,000).

4.1.5 Régime matrimonial et activités économiques

Ici, nous allons montrer la relation entre le régime matrimonial et l'exercice des activités économiques des femmes à Maroua. Le souci est de voir ici si le régime matrimonial influence ou non les femmes dans l'exercice d'une activité économique :

Tableau 4 : Régime matrimonial et activités économiques des femmes.

Régime matrimonial	Type d'activité économique					Total
	Commerce	Coiffure	Couture	Manucure pédicure	Pas d'activités économiques	
Monogamique	116	13	11	4	88	232
	50,0%	5,6%	4,7%	1,7%	37,9%	100,0%
	59,2%	61,9%	50,0%	80,0%	56,4%	58,0%
Polygamique	56	1	0	1	53	111
	50,5%	0,9%	0,0%	0,9%	47,7%	100,0%
	28,6%	4,8%	0,0%	20,0%	34,0%	27,8%
Pas marié	24	7	11	0	15	57
	42,1%	12,3%	19,3%	0,0%	26,3%	100,0%

		12,2%	33,3%	50,0%	0,0%	9,6%	14,2%
Total		196	21	22	5	156	400
		49%	5,3%	5,5%	1,3%	39%	100%

Source : Données du terrain

A la lecture de ce tableau, on peut toute suite se rendre compte que les monogames dans la ville de Maroua ont deux principales activités économiques mais sont significativement des celles qui exercent dans la manicure pédicure soit 80% de l'activité dans la ville de Maroua, toutefois une grande partie de ces femmes exerce dans le commerce soit englobant 59,2% de l'activité. Les femmes polygames quant à elles sont significativement celles qui n'ont pas d'activités économiques car 34% des femmes n'ayant pas d'activité économique à Maroua sont des femmes polygames ; il faut tout de même noter que celles qui pratiquent une activité économique ont pour activité principale le commerce car elles englobent 28,6% de l'activité.

Les femmes non mariées dans la ville de Maroua sont significativement des couturières et englobent 50,0% des couturières de la ville même si une partie importante de cette catégorie de femmes exerce dans la coiffure à 33,3% de l'ensemble de l'activité. On peut comprendre pourquoi les femmes polygames à Maroua sont celles qui n'exercent pas le plus les activités économiques à Maroua car les femmes polygames sont significativement des femmes Peulhs et par ricochet des femmes appartenant à la religion musulmane sachant que ces deux caractéristiques sont celles renfermant le plus haut taux d'inactivité des femmes à Maroua. Les femmes monogames exercent sont significativement des femmes catholiques et protestantes, elles sont beaucoup plus dans les activités qui ont trait à la beauté car ce sont les femmes qui mettent un accent significatif sur le paraître physique et vestimentaire. Les femmes qui ne sont pas mariées ont le taux d'inactivité le plus bas car elles sont obligées de travailler pour survivre même

Nous pouvons donc conclure à la lecture de ce tableau que plus les femmes sont dans les foyers polygamiques, plus elles ont de chances d'être sans activités économiques et ou exerce le commerce comme principale activité économique ; plus les femmes sont monogames, plus elles sont susceptibles de travailler dans le domaine lié à la beauté et plus les femmes ne sont pas mariées, plus elles sont appelées à se battre pour survivre et de ce fait exercer une activité économique. Cette interprétation nous montre de manière significative qu'il y a relation entre le régime matrimonial et les activités économiques des femmes à Maroua ; ceci est confirmé par la forte corrélation statistique issu du test Khi² qui témoigne de cette forte relation (Valeur=41,984^a ; Ddl=8 ; Valeur Asymptotique=0,000).

4.1.6 Statut matrimonial et activités économiques

Dans cette sous-section, il question pour nous de continuer de montrer que les activités économiques des femmes à Maroua sont influencées par plusieurs facteurs en lien avec la culture patriarcale ; voilà pourquoi nous mettons en exergue ici la relation entre le statut matrimonial et la vie active des femmes dans le souci de comprendre quel statut matrimonial influence le plus les femmes et ne favorise pas l'exercice des activités économiques de ces dernières.

Tableau 5 : Statut matrimonial et activité économique des femmes

Statut matrimonial	Type d'activité économique					Total
	Commerce	Coiffure	Couture	Manicure	Pas d'activité	

					pédicure	économique	
Marié		118	12	7	4	118	259
		60,2%	57,1%	31,8%	80,0%	75,6%	64,8%
Célibataire		19	6	9	1	12	47
		9,7%	28,6%	40,9%	20,0%	7,7%	11,8%
Divorcé		34	0	2	0	5	41
		17,3%	0,0%	9,1%	0,0%	3,2%	10,3%
Veuve		9	1	2	0	3	15
		4,6%	4,8%	9,1%	0,0%	1,9%	3,8%
Cohabitation		16	2	2	0	18	38
		8,2%	9,5%	9,1%	0,0%	11,5%	9,5%
Total		196	21	22	5	156	400
		100%	100%	100,0%	100,0%	100,0%	100%

Source : Données du terrain

On peut comprendre à la lecture de ce tableau que la population que la population féminine inactive de la ville de Maroua est significativement constituée des femmes mariées car ces dernières comptent pour 75,6% de la population totale féminine n'ayant aucune activité économique ; elles sont talonnées de loin par les femmes en cohabitation c'est-à-dire celles qui vivent avec des hommes sans engagement légal et couvrent 11,5% de la population féminine inactive. On peut également observer à l'aide du tableau que les femmes célibataires sont très actives dans la ville et elles sont significativement des couturières car elles occupent 40,9% des couturières de la ville ; les femmes divorcées ont un taux d'inactivité très faible soit seulement 3,2% et sont significativement des commerçantes pour un taux englobant 17,3% de l'activité.

En ce qui concerne les femmes veuves, elles ont le taux d'inactivité le plus bas soit 1,9% des femmes veuves n'ont pas d'activités économiques car la majorité d'entre elles sont des couturières car 9,1% des couturières de la ville de Maroua sont des femmes veuves. L'analyse de ce tableau statistique permet de comprendre que les femmes mariées à Maroua sont significativement des femmes du régime polygamique c'est pourquoi on peut comprendre leur forte présence dans le taux d'inactivité des femmes. Dans la même lancée, on peut également comprendre que les femmes veuves sont celles qui ont le taux d'inactivité le plus bas car elles ne sont plus mariées et cela témoigne leur engagement dans le travail.

En guise de conclusion, il faut comprendre que plus les femmes sont mariées dans la ville de Maroua, plus elles ont les possibilités de se retrouver sans activité économique; cela témoigne du caractère conservateur du mariage car les femmes ne sont plus libre d'agir en toute liberté car le mariage a des responsabilités et des contraintes et pour certains groupes comme les mariées musulmans, la femme devient comme un trésor qu'on n'expose pas à la vue de tout le monde et doivent rester à la maison et seuls les hommes ont la charge de faire vivre la famille. Par ricochet plus les femmes sont veuves à Maroua, plus elles développent des mécanismes pour exercer une activité économique. Cette interprétation nous montre avec preuve qu'il y a une relation significative entre le statut matrimonial et l'exercice des activités économiques des femmes à Maroua et cette relation est signifiée par la forte corrélation statistique (Valeur=56,778^a ; Ddl=16 ; Valeur Asymptotique=0,000).

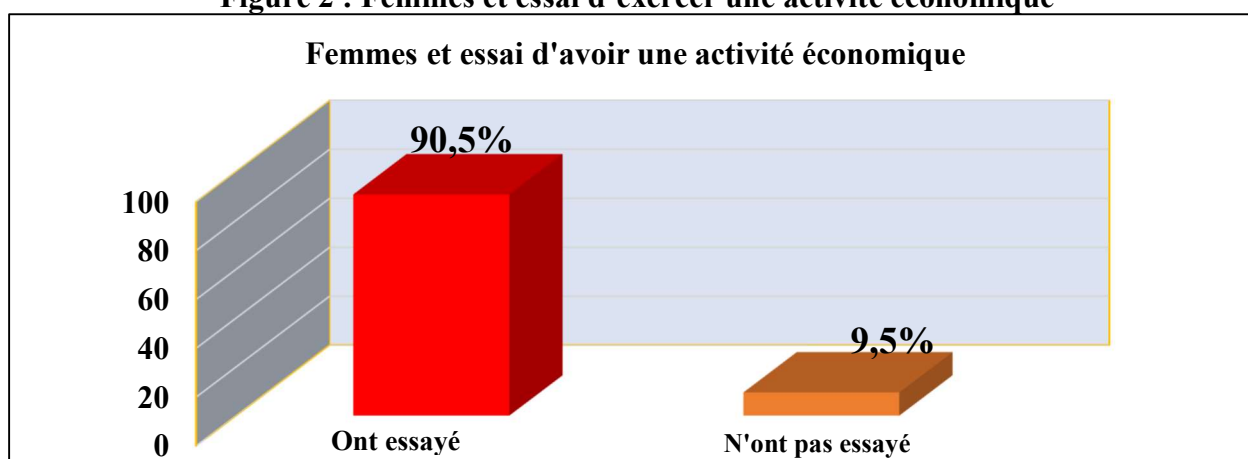
4.2 Contraintes patriarcales et activités économiques des femmes

Dans ce second axe, il est question ici de montrer comment les contraintes liées à la culture patriarcale ne favorisent par l'essor des activités économiques des femmes. Le souci est de connaître les facteurs qui empêchent les femmes d'avoir une activité économique à Maroua et de de surtout de voir comment certains déterminants liés à la culture patriarcale ne favorisent pas l'essor et la bonne santé des activités économiques de celles qui ont pu en exercer une.

4.2.1 Femmes et volonté d'exercer une activité économique

Dans cette sous-section, il est question pour nous de montrer d'une manière détaillée le pourcentage de femmes qui ont essayés d'avoir une activité économique à Maroua et le pourcentage de celles qui ont finalement réussi en comparaison avec celles qui ont échoués ; le souci est dont de comprendre les raisons liés et attribués à ces échecs par ces dernières. Dans un premier temps, nous allons présenter le taux de femmes qui ont essayés d'exercer une activité économique, pour suivre avec celles qui ont réussi à en avoir pour finir avec les raisons qui ont une partie d'entre d'elles d'en exercer une.

Figure 2 : Femmes et essai d'exercer une activité économique



Source : Données du terrain 26.0

A la question de savoir : « Avez-vous essayer d'avoir une activité économique ? » les modalités de réponses étaient soit « oui » ou « non ». Les réponses à ces questions sont présentées dans le graphique ci-dessous et on pourra y voir les écarts de réponses.

On peut donc comprendre à la lecture de ce graphique que la quasi-totalité des femmes de la ville de Maroua ont essayés d'avoir une activité économique soit 90,5% de la population féminine totale en âge de travailler contre 9,5% de femmes qui ont choisi de ne rien faire. On note donc que la volonté des femmes d'exercer une activité économique est significativement élevée par rapport à celles qui n'ont pas cette aptitude à travailler.

4.2.2 Religion et volonté d'exercer une activité économique par les femmes

Après avoir montré le taux de femmes qui essaye d'exercer une activité économique et celle qui reste obsolète à toute pratique d'activité, nous faisons donc ce croisement afin de voir comment la religion influence leur choix et cela est détaillé dans le tableau suivant :

Tableau 6 : Religion et volonté d'exercer une activité économique

Religion		Essai d'avoir une activité économique		Total
		Ont essayé	N'ont pas essayé	
Musulman		177	24	201
		48,9%	63,2%	50,2%
Catholique		111	10	121
		30,7%	26,3%	30,3%

	Animiste		2	0	2
			0,6%	0,0%	0,5%
	Protestant		50	4	54
			13,8%	10,5%	13,5%
	Pentecôtiste		22	0	22
			6,1%	0,0%	5,5%
Total			362	38	400

Source : Données du terrain

A la lecture de ce tableau statistique, il ressort que les femmes de religion Musulmane sont celles qui n'essaient significativement pas essayer d'exercer une activité économique à Maroua car 63,2% des femmes qui n'essaient pas essayer d'avoir une activité économique sont des femmes de religion musulmane. Contrairement à ces dernières, les femmes catholiques essaient significativement d'exercer une activité car elles représentent 30,7% des femmes dans la ville de Maroua qui essaient de pratiquer une activité économique ; elles sont suivies par les femmes Protestantes et Pentecôtistes qui représentent respectivement 13,8% et 6,1% des femmes qui essaient de pratiquer une activité économique.

Ce tableau nous montre donc que le plus les femmes sont Musulmanes, le plus elles ne souhaitent pas exercer une activité économique et le plus les femmes sont Catholiques, Protestantes et Pentecôtistes, le plus elles essaient d'exercer une activité économique ; cette hypothèse quantitative témoigne d'une relation entre la religion et cette volonté d'exercer une activité économique par les femmes et cette relation se traduit par la forte corrélation statistique (Valeur=4,401 ; Ddl=4 ; Valeur Asymptotique=0,35).

4.2.3 Groupe ethnique et volonté d'exercer une activité économique par les femmes

Après avoir montré que la religion influence le choix des femmes, nous faisons donc ce croisement afin de voir comment le groupe ethnique influence à son tour la volonté des femmes e pratiquer une activité économique et cela est détaillé dans le tableau suivant :

Tableau 7 : Groupe ethnique et volonté d'exercer une activité économique

Groupe ethnique		Essai d'avoir une activité économique		Total
		Ont essayé	N'ont pas essayé	
Peulhs		161	18	179
		44,5%	47,4%	44,8%
Massa		34	7	41
		9,4%	18,4%	10,3%
Guiziga		21	2	23
		5,8%	5,3%	5,8%
Moufou		12	0	12
		3,3%	0,0%	3,0%
Moundang		30	4	34
		8,3%	10,5%	8,5%
Ewondo/Bulu/Eton		23	2	25
		6,4%	5,3%	6,3%
Haouassa		11	2	13
		3,0%	5,3%	3,3%
Bamiléké		63	0	63
		17,4%	0,0%	15,8%

	Touppourie	7	3	10
		1,9%	7,9%	2,5%
	Total	362	38	400
		100,0%	100,0%	100,0%

Source : Données du terrain

Ce tableau statistique nous montre les groupe ethniques dans lesquels les femmes essayent le plus d'exercer une activité économique et ceux dans lesquels elles n'essayent pas ; il ressort donc à la lecture de ce tableau statistique que les femmes appartenant aux groupes ethniques Peulhs, Massa, Moundang, Haoussa et Touppourie sont des groupes ethniques où les femmes n'ont pas une volonté délibérée d'exercer une activité économique bien que les pourcentage sont différentier et que les femmes Peulhs sont celles qui sont le plus représentées car elles représentent 47,4% de la population féminine qui ne souhaite pas exercer une activité économique, elles sont suivis de loin par les femmes Massa à 18,4%, puis des femmes Moundang 10,5%, ensuite les femmes Touppourie 7,9% et enfin par les femmes Haoussa qui représente 5,3% de cette population de femmes. Contrairement à ces groupes ethniques ci-dessus présentés, les femmes des groupes ethniques Bamilékés, Ewondo/Eton/Bulu et Moufou sont des groupes ethniques où les femmes ont cette volonté effrénée de pratiquer une activité économique et la palme d'or revient aux femmes Bamilékés qui sont la tête de liste de cette catégorie de femmes car elles représentent 17,4% de cette catégorie de femmes, elles sont suivies par les femmes Ewondo/Eton/Bulu et Moufou qui représentent 6,4% et les femmes Moufou qui représentent 3,3% de cette catégorie de femme.

On peut donc comprendre de part ces interprétation que la religion détermine le groupe ethnique et c'est pourquoi l'on note une forte présence des femmes Peulhs dans le groupe de celles qui ne souhaitent pas exercer une activité économique car les femmes Peulhs sont significativement les femmes de religion Musulmane et les femmes Bamilékés, Ewondo/Eton/Bulu et Moufou des femmes de religion Catholique, Protestantes et Pentecôtistes.

On peut donc conclure disant que le plus les femmes sont Peulhs, Massa, Moundang, Haouassa, Guiziga et Touppourie, le plus elles n'ont pas de volonté à exercer une activité économique et de plus les femmes sont Bamilékés, Ewondo/Eton/Bulu et Moufou de plus elles ont cette volonté. Cette hypothèse quantitative montre une relation entre le groupe ethnique et l volonté des femmes d'exercer une activité économique et cela se traduit par la forte corrélation statistique (Valeur=16,370 ; Ddl=8 ; Valeur Asymptotique=0,37).

4.2.4 Statut matrimonial et volonté d'exercer une activité économique

Dans ce volet du travail nous voulons voir si le statut matrimonial influence le choix des femmes sur leur volonté ou non d'exercer une activité économique :

Tableau 8 : Statut matrimonial et volonté d'exercer une activité économique

Statut matrimonial		Essai d'avoir une activité économique		Total
		Ont essayé	N'ont pas essayé	
Marié		240	19	259
		66,3%	50,0%	64,8%
Célibataire		37	10	47
		10,2%	26,3%	11,8%
Divorcé		41	0	41

		11,3%	0,0%	10,3%
	Veuve	14	1	15
		3,9%	2,6%	3,8%
	Cohabitation	30	8	38
		8,3%	21,1%	9,5%
	Total	362	38	400
		100,0%	100,0%	100,0%

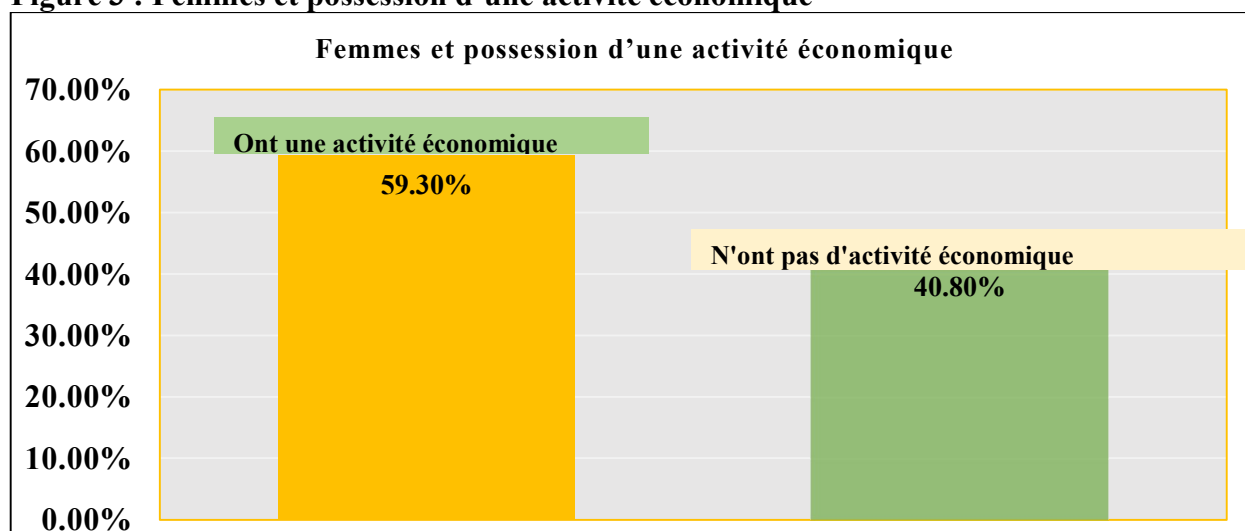
Source : Données du terrain

De ce tableau statistique nous pouvons constater que les femmes mariées dans la ville de Maroua sont significativement représentées dans le pourcentage des femmes qui souhaitent exercer une activité économique à Maroua car elles représentent 66,3% des femmes de cette catégorie de femmes. Les femmes célibataires et celles qui vivent en cohabitation sont significativement celles qui composent la population des femmes qui ne souhaitent pas exercer une activité économique car elles représentent respectivement 26,3% et 21,1% des femmes de cette catégorie. Les femmes divorcées et celles qui sont veuves sont significativement celles qui souhaitent le plus exercer une activité économique car elles représentent respectivement 11,3% et 3,9% des femmes qui veulent exercer une activité économique. On peut donc comprendre que le plus les femmes sont veuves, mariées et divorcées, le plus elles souhaitent exercer une activité économique et le plus elles sont célibataires et vivant en cohabitation, le plus elles ne souhaitent pas exercer une activité économique.

Cette interprétation montre une relation significativement entre le statut matrimonial des femmes et leur volonté de pratiquer une activité économique et cela se traduit par la forte corrélation statistique (Valeur=19,335 ; Ddl=4 ; Valeur Asymptotique= 0,01).

A travers le prochain graphique, on va voir le taux de femmes qui ont réussi à avoir cette activité économique de manière concrète :

Figure 3 : Femmes et possession d'une activité économique



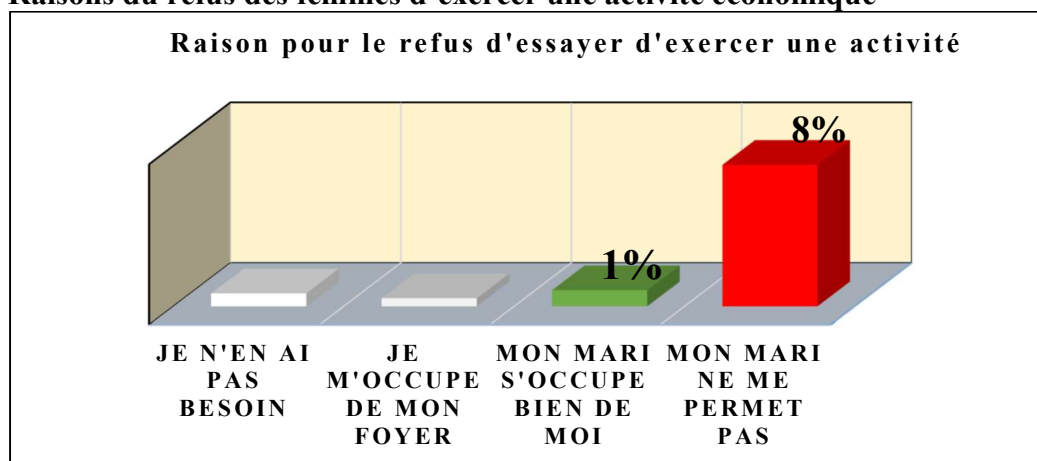
Source : Données du terrain

En nous servant de ce graphique, il est facile pour nous de constater sur les 90,5% des femmes en âge de travailler dans la ville qui ont essayé d'avoir une activité économique, seulement 59,3% d'entre elles ont pu exercer une activité économique contre 40,7% qui n'ont pas réussi cet exploit. Cela attire notre attention car il est maintenant question pour nous de montrer les raisons pour lesquelles ces femmes n'ont pas non seulement essayé d'avoir une activité économique mais plus encore de savoir pourquoi elles n'en exercent pas une.

4.3 Raison du non essai de pratiquer une activité économique par les femmes à Maroua

Il est question pour nous dans cette partie d'exposer les raisons pour lesquelles femmes dans la ville de Maroua n'essayent pas d'avoir une activité économique. Il faut également noter que les raisons présentées dans le cadre de cette étude ont été dans un premier temps révélées dans nos études préliminaires avant d'être confirmées dans les différentes approches de collecte de données que nous avons mobilisées pour cette étude ; à l'aide du graphique ci-dessous on pourra voir et analyser ces raisons :

Figure 4 : Raisons du refus des femmes d'exercer une activité économique



Source : SPSS 26.0

A la lecture de ce graphique, on peut clairement comprendre pourquoi certaines femmes à Maroua n'essayent pas d'avoir une activité économique. Parmi la population féminine qui n'a pas voulu exercer une activité économique soit seulement 9,5% de la population féminine totale en âge de travailler, la raison principale que ces dernières avancent est le fait que les hommes ne leur permettent simplement pas d'exercer une activité économique et cela est représentatif car sur cette petite proportion de la population féminine ne voulant pas pratiquer d'activités soit de la population féminine, 8% d'entre elles affirment qu'elles ne veulent pas pratiquer d'activités économiques car leurs maris ne leur permettent pas. Seulement 1% d'entre elles affirment que leurs maris prennent bien soin d'elles et de ce fait elles n'ont pas besoin d'exercer une activité économique.

En guise de conclusion de cette sous-section, l'on peut donc affirmer que la culture patriarcale exerce une pression négative sur les femmes et est un déterminant important du fait que les femmes n'exercent pas d'activité économique à Maroua. Il y a donc une relation significative entre cette culture patriarcale et l'inactivité des femmes à Maroua.

4.3.1 Raisons pour lesquelles les femmes n'ont pas d'activités économiques à Maroua

Après avoir montré les raisons pour lesquelles les femmes ne se lancent pas à la quête des activités économiques à Maroua, nous cherchons maintenant à mettre de la lumière sur les raisons pour lesquelles les femmes n'exercent pas d'activités économiques à Maroua. Le tableau suivant va mettre en exergue un ensemble de raisons avancées par les femmes et nous verrons quelle raison est significativement avancée et traduisant le fait que les femmes n'exercent pas d'activités économiques. Il faut noter que ces raisons ont été pour un premier temps dévoilées lors des pré-enquêtes avant d'être confirmées dans notre étude :

Tableau 9 : Raisons pour lesquelles les femmes n'ont pas d'activités.

Raisons avancées	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Je ne suis pas prête	5	1,3%	1,3%	1,3
Le business n'est pas pour les femmes	6	1,5%	1,5%	2,8
Le marché est saturé	10	2,5%	2,5%	5,3
Je n'ai pas de fonds pour me lancer	10	2,5%	2,5%	7,8
Je n'ai aucune qualification	5	1,3%	1,3%	9,0
Mon mari ne me permet pas	127	31,8%	31,8%	40,8

Source : Données du terrain

A la lecture de ce tableau, l'on constate que le refus des hommes de laisser leurs femmes exercer une activité économique est la principale raison pour laquelle les femmes à Maroua ne pratiquent pas d'activités économiques soit englobant 31,8% du suffrage sur les 40,8% des femmes qui n'ont pas d'activité économique. Il faut également noter que cette raison est suivie de loin le fait que les femmes n'ont pas de moyens pour se lancer dans une activité et que le marché est saturé soit 2,5% d'entre elles l'affirment.

On peut donc conclure en nous référant au tableau ci-dessus que les hommes sont pour beaucoup dans le fait que les femmes n'exercent pas d'activité économique à Maroua et même si d'autres facteurs contribuent à expliquer ce phénomène, l'influence des hommes à travers la culture du patriarcat est un facteur significatif dans le fait que ces femmes se retrouvent sans activités économiques à Maroua.

4.3.2 Groupe ethnique et difficultés rencontrées par les commerçantes

Dans cette section, nous avons pour objectif de présenter les groupes ethniques qui rencontrent beaucoup plus les difficultés dans l'exercice de leur activité économique :

Tableau 10 : Groupe ethnique et difficultés rencontrées par les commerçantes

Groupe ethnique	Difficultés dans l'exercice de l'activité économique				Total
	Le manque de temps	La faible clientèle	La charge de famille et du mari	Autres activités économiques et sans activités économiques	
Peulhs	18	19	38	104	179
	33,3%	26,4%	28,8%	73,2%	44,8%
Massa	10	8	11	12	41
	18,5%	11,1%	8,3%	8,5%	10,3%
Guiziga	2	12	4	5	23
	3,7%	16,7%	3,0%	3,5%	5,8%
Moufou	1	1	8	2	12
	1,9%	1,4%	6,1%	1,4%	3,0%
Moundang	2	13	12	7	34
	3,7%	18,1%	9,1%	4,9%	8,5%
Ewondo/Bulu/Eton	3	8	9	5	25
	5,6%	11,1%	6,8%	3,5%	6,3%
Haouassa	1	6	5	1	13
	1,9%	8,3%	3,8%	0,7%	3,3%
Bamiléké	16	3	41	3	63

		29,6%	4,2%	31,1%	2,1%	15,8%
		1	2	4	3	10
Toupourie		1,9%	2,8%	3,0%	2,1%	2,5%
		54	72	132	142	400
Total		100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Données du terrain

On peut toute suite constater à la lecture de ce tableau que la difficulté la plus rencontrée dans le commerce des femmes à Maroua est la prise en charge du Mari et de la famille. Néanmoins, les femmes bamiléks sont celles qui rencontrent le plus ce problème soit 31,1% des femmes commerçantes rencontrant ce problème sont des femmes bamiléks ; elles sont suivies de près par les femmes peulhs qui englobent 28,8% de cette difficulté rencontrée par les femmes.

Toutefois, il faut noter que la difficulté majeure dont font face les femmes peulhs dans leurs commerces est le manque de temps soit englobant 33,3% des femmes commerçantes qui rencontrent ce problème sont des femmes peulhs ; ce problème est également celui que rencontrent le plus les femmes Massa car 18,5% des femmes qui rencontre ce problème dans leur activité appartient à l'ethnie Massa. Les femmes Moufou quant-à-elles rencontrent principalement comme difficulté la prise en charge de leur famille et de leur mari car 6,1% des femmes qui ont ce problème sont des femmes Moufou. Les femmes Bulu/Eton/Ewondo font face pour leur part à la faible clientèle et exposent cette raison comme problème principale de leur activité en ce sens que 11,1% des femmes qui rencontre ce problème appartiennent à ces ethnies ; elles sont talonnées par les femmes Haoussa qui ont également soulevé ce problème comme frein pour leur activité à un taux calculé à 8,3% des femmes qui rencontrent ce problème dans leur l'activité.

On peut comprendre et conclure à l'aide de ces verbatims et du tableau ci-dessus détaillé que les femmes qui ont pour activité économique le commerce à Maroua font pour la plupart et de manière significative à une difficulté commune celle de la prise en charge de leur famille et par ricochet leurs maris. De plus, il faut noter que cette difficulté met en exergue l'impact négatif que mettent les hommes sur les femmes car ceux-ci se constituent en véritable bourreaux face à l'essor du commerce de ces dernières en ces sens qu'ils empiètent sur l'activité en se servant de leur statut de supérieur et de décideur malgré que ce sont les femmes qui se vouent tous les jours à la tâche ; il y a donc une relation significative entre le groupe ethnique et les difficultés que rencontrent les femmes dans leur commerce. Cette interprétation est confirmée à travers la forte corrélation statistique (Valeur=143,666^a ; Ddl=24 ; Valeur asymptotique=0,000).

On peut donc conclure, plus les commerçantes sont catholiques ou musulmanes, plus elles auront la charge de leur famille et de leur mari comme principale difficulté dans leur activité. Cette interprétation montre qu'il y a une relation significative et claire entre le type de religion et le type de difficultés rencontrées par les commerçantes à Maroua ; cette interprétation est confirmée par le test de Khi² qui montre la forte corrélation statistique (Valeur= 96,166^a ; Ddl=12 ; Valeur asymptotique=0,000).

4.3.3 Difficultés rencontrées par les commerçantes et statut matrimonial

Dans cette sous-section nous allons mettre exergue la relation qui lie le statut matrimonial des femmes à Maroua avec les difficultés qu'elles rencontrent dans leur commerce. Le souci ici de de voir quel statut matrimonial empiète le plus sur les activités économiques des femmes :

Tableau 11 : Statut matrimonial et difficultés rencontrées par les commerçantes

Statut matrimonial	Difficultés dans l'exercice de l'activité économique				Total
	Le manque de temps	La faible clientèle	La charge de famille et du	Autres/Pas d'activités économiques	

			mari		
Marié		26	37	90	106
		48,1%	51,4%	68,2%	74,6%
Célibataire		10	19	3	15
		18,5%	26,4%	2,3%	10,6%
Divorcé		15	12	12	2
		27,8%	16,7%	9,1%	1,4%
Veuve		3	1	9	2
		5,6%	1,4%	6,8%	1,4%
Cohabitation		0	3	18	17
		0,0%	4,2%	13,6%	12,0%
Total		54	72	132	142
		100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Données du terrain

Le tableau 12 montre que les femmes mariées rencontrent comme principale difficulté dans leur commerce la prise en charge de leur famille et de leur mari soit un taux englobant 68,2% des difficultés que rencontre cette catégorie de femmes ; elles sont suivies de loin par les femmes qui vivent en cohabitation et les veuves qui ont des taux respectifs de 13,6% et 6,8% du taux total de cette difficulté. La faible clientèle est majoritairement la difficulté que rencontre les femmes célibataires soit un taux calculé à 26,4% des femmes qui rencontrent cette difficulté sont des femmes célibataires. Le manque de temps est beaucoup plus remarqué chez les femmes veuves soit un taux significatif de 27,8% des femmes rencontrant cette difficulté sont des femmes veuves.

On peut donc conclure avec preuve qu'il y a une relation significative entre le statut matrimonial et les difficultés rencontrées par les femmes dans leurs activités économiques ceci est matérialisé par le test χ^2 qui montre la forte corrélation statistique (Valeur= 79,756^a ; Ddl=12 ; Valeur asymptotique=0,000).

5 INTERPRÉTATIONS DES DONNÉES ET DISCUSSION

Tableau 16 : synthèse de la comparaison des valeurs calculées et théoriques de nos tests

Croisements statistiques	Valeurs calculées	Valeurs théoriques	Ddl	Différence positive des valeurs	Valeurs asymptotiques
Religion et type d'activité économique	86,827	26,30	16	+56,52	0,000
Groupe ethnique et type d'activité économique	207,429	46,19	32	+161,23	0,000
Régime matrimonial et type d'activité économique	41,984	15,51	8	+26,47	0,000
Statut matrimonial et type d'activité économique	56,778	26,30	16	+30,47	0,000
Groupe ethnique et difficulté rencontrées	143,666	36,42	24	+107,24	0,000

Généralement, Si la valeur obtenue (calculée) est plus extrême que la valeur critique (théorique),

l'hypothèse nulle ne peut être acceptée. Si la valeur obtenue dépasse la valeur critique, l'hypothèse de recherche est l'explication la plus intéressante. Dans ce cas, la valeur obtenue dépasse la valeur critique elle est suffisamment extrême pour que nous puissions dire que la relation entre les variables n'est pas due au hasard. Comme toutes les valeurs calculées de nos tests statistiques sont beaucoup plus extrêmes que les valeurs théoriques, nous pouvons donc conclure qu'il y a 5% de chance que la relation entre les variables croisées soit dû au hasard et 95% de chance que cette différence est dû au traitement de nos données de terrain. Cette conclusion est corrélée par les valeurs asymptotiques de nos tests statistiques qui sont tous inférieures à la marge α (0,05) ; soit des valeurs pour la plupart faisant partir su

Les résultats de cette recherche confirment que la culture patriarcale constitue un frein majeur à la participation économique des femmes à Maroua. La forte proportion de femmes inactives, notamment parmi les Peulhs et les Massa, illustre l'impact des normes sociales et culturelles sur l'accès aux activités économiques. Cette observation rejoint les travaux de Basillia et Fieloux (1983), qui avaient montré que dans plusieurs pays du tiers-monde, les femmes sont marginalisées dans la gestion des revenus et privées de moyens d'investissement. Toutefois, notre étude apporte une précision nouvelle en démontrant que cette marginalisation n'est pas uniforme : elle varie selon les appartenances ethniques et religieuses, ce qui met en lumière la spécificité du contexte de Maroua.

La relation entre appartenance religieuse et activité économique observée à Maroua, où les femmes musulmanes sont majoritairement inactives, confirme les analyses de Weber (2004) sur l'éthique protestante, qui favorise une implication plus forte dans le travail et l'entrepreneuriat. Cependant, notre étude va plus loin en montrant que cette dynamique religieuse se traduit concrètement dans les activités économiques locales : les femmes protestantes et catholiques sont surreprésentées dans le commerce et les services, tandis que les musulmanes restent largement exclues. Cette précision constitue une contribution originale, car elle relie directement les normes religieuses aux pratiques économiques dans un contexte africain spécifique. De même, l'influence du régime matrimonial sur la participation économique des femmes, avec une inactivité plus marquée chez les polygames, rejoint les constats de Ordioni (2005), qui souligne les difficultés accrues des femmes dans les unions polygamiques. Notre étude apporte une plus-value en montrant que cette inactivité est statistiquement corrélée à l'appartenance ethnique et religieuse, ce qui révèle l'interaction entre plusieurs dimensions du patriarcat.

Enfin, les données récentes de l'Institut National de la Statistique du Cameroun (2025), d'Investir au Cameroun (2025) et de Nsengue, Meh et Kouam (2023) confirment que les femmes sont massivement présentes dans l'informel mais restent vulnérables. La plus-value de notre recherche est d'apporter une lecture fine de ces constats en démontrant que l'inactivité ou la précarité des femmes ne sont pas seulement liées à l'informel en général, mais qu'elles sont directement conditionnées par des variables socio-démographiques précises : l'ethnie, la religion et le régime matrimonial.

Ainsi, la contribution majeure de cette étude est de montrer que le patriarcat, loin d'être une abstraction théorique, agit comme un système concret et mesurable qui structure les inégalités économiques des femmes à Maroua. En mettant en évidence les corrélations statistiques entre culture patriarcale et inactivité économique, elle apporte une information nouvelle et vérifiable qui enrichit la littérature existante et ouvre des pistes pour des politiques publiques ciblées d'autonomisation des femmes dans les régions septentrionales du Cameroun.

Conclusion

L'objectif de ce travail était d'analyser l'impact de la culture patriarcale sur la participation des femmes aux activités économiques dans la ville de Maroua, en mettant en évidence le rôle des variables socio-démographiques telles que l'ethnie, la religion, le statut matrimonial et le régime matrimonial. Les résultats obtenus montrent clairement que ces facteurs conditionnent la présence ou l'absence des femmes dans l'économie locale. Les corrélations établies révèlent que l'appartenance ethnique influence

fortement l'activité économique : les femmes Peulhs et Massa sont les plus inactives, tandis que les Bamiléké et Ewondo/Bulu/Eton s'illustrent dans le commerce et les services. La religion constitue également un facteur déterminant, avec une majorité de femmes musulmanes inactives, alors que les catholiques et protestantes participent davantage aux activités économiques, confirmant l'importance des normes religieuses dans la structuration des pratiques économiques. Le régime matrimonial accentue ces disparités : les femmes polygames sont les plus inactives, tandis que les monogames et les célibataires s'engagent davantage dans le commerce, la couture et la coiffure. Ces résultats démontrent que la culture patriarcale agit comme un système transversal qui limite l'autonomie économique des femmes, en combinant les contraintes ethniques, religieuses et matrimoniales.

La contribution majeure de cette étude réside dans sa capacité à fournir des données empiriques récentes et localisées sur Maroua, qui enrichissent la littérature existante en montrant que l'inactivité ou la précarité des femmes dans l'informel ne sont pas homogènes, mais varient selon des déterminants socio-démographiques précis. En mobilisant la théorie du plafond de verre, ce travail met en lumière les barrières invisibles qui freinent l'émancipation des femmes et démontre que le patriarcat, loin d'être une abstraction théorique, se traduit par des mécanismes concrets et mesurables dans l'économie quotidienne. Cette recherche apporte ainsi une information nouvelle et vérifiable, qui ouvre des pistes pour des politiques publiques ciblées d'autonomisation des femmes dans les régions septentrionales du Cameroun, en tenant compte des spécificités culturelles et religieuses locales.

Bibliographie

African Development Bank Group. (2023). *Statistiques sur le genre et socio-économiques, 2019–2023: Cameroun*. Africa Information Highway Portal.

Disponible sur : <https://dataportal.opendataforafrica.org/oyrjqnf/statistiques-sur-le-genre-et-socio-%C3%A9conomiques-2019-2023>

Basillia, J., & Fieloux, M. (1983). *Femmes et développement en Afrique : contraintes et perspectives*. Paris : L'Harmattan.

Bourdieu, P. (1990). *La domination masculine*. Paris : Seuil.

Cameroon Tribune. (2024, 22 octobre). *Autonomisation des femmes : diagnostic sur des filières porteuses*.

Disponible sur : <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/67566/fr.html/autonomisation-femmes-diagnostic-sur-filieres-porteuses>

Gilligan, C., & Snider, N. (2019). *Why does patriarchy persist?* Cambridge : Polity Press.

Héritier, F. (1996). *Masculin/Féminin : La pensée de la différence*. Paris : Odile Jacob.

Institut National de la Statistique du Cameroun. (2025). *Genre et marché du travail au Cameroun : constats et suggestions*.

Disponible sur : <https://ins-cameroun.cm/statistique/genre-et-marche-du-travail-au-cameroun-constats-et-suggestions/>

Investir au Cameroun. (2025, 13 janvier). *Emplois : plus de 68 % de femmes exercent dans l'informel au Cameroun*.

Disponible sur : <https://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/1301-21557-emplois-plus-de-68-de-femmes-exercent-dans-l-informel-au-cameroun-en-depit-d-un-esprit-entrepreneurial-plus-prononce>

Jablonka, I. (2019). *Des hommes justes : du patriarcat aux nouvelles masculinités*. Paris : Seuil.

Laufer, J. (2004). *Femmes et carrières : la construction de la rareté*. Paris : La Découverte.

Locoh, T., et al. (2007). *Genre et pauvreté en Afrique : perspectives sociologiques*. Paris : Karthala.

Nicole, C. (1985). *Femmes et pouvoir : une histoire de l'exclusion*. Genève : Droz.

Nicole, C. (2016). *Femmes, travail et gratuité domestique*. Paris : L'Harmattan.

Nsengue, L. B., Meh, B. J., & Kouam, J. C. (2023). *Entrepreneuriat et inclusion économique des femmes et jeunes au Cameroun*. Nkafu Policy Institute.

Disponible sur : <https://nkafu.org/wp-content/uploads/2023/01/Entrepreneuriat-jeunes-et-inclusion-economique-des-femmes-au-Cameroun.pdf>

Ordioni, J. (2005). *Femmes et accès aux ressources en Afrique*. Paris : L'Harmattan.

ONU Femmes. (2022). *Femmes et économie informelle au Cameroun : défis et perspectives*. ONU Femmes Cameroun. Disponible sur : <https://www.unwomen.org/fr>

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2021). *Rapport sur l'autonomisation économique des femmes au Cameroun septentrional*. PNUD Cameroun.

Disponible sur : <https://www.undp.org/fr>

Spencer, H. (1963). *The principles of sociology*. New York : Appleton.

Tchouaket, H. (2020). *Femmes et économie informelle dans le Nord-Cameroun*. Mémoire de Master, Université de Yaoundé II. (Consultable via les bibliothèques universitaires du Cameroun).

The Okwelians & Nkafu Policy Institute. (2025). *Droits des femmes dans l'informel : cap sur une gouvernance intégrée*.

Disponible sur : <https://www.theokwelians.com/droits-des-femmes-dans-linformel-cap-sur-une-gouvernance-integree>

Weber, M. (2004). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Flammarion.

Ngah, J. (2019). *Culture patriarcale et participation économique des femmes dans l'Extrême-Nord du Cameroun*. Mémoire de Master, Université de Maroua. (Consultable via les archives de l'Université de Maroua)